

N° 4481¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1998-1999

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

imposant des sanctions à l'égard du gouvernement
de la République de Serbie

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(24.11.1998)

Par dépêche du 28 octobre 1998, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait parvenir au Conseil d'Etat un projet de règlement grand-ducal imposant des sanctions à l'égard de la République de Serbie.

Au texte du projet de règlement grand-ducal, élaboré par la Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération, étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles ainsi que le texte du règlement (CE) No 1607/98 du Conseil du 24 juillet 1998.

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de prévoir des sanctions qui seront imposées en cas de violation du Règlement (CE) No 1607/98 du Conseil du 24 juillet 1998 lequel interdit de transférer des fonds ou d'autres actifs financiers dans le but de créer un lien économique durable avec la République de Serbie.

Les auteurs du projet de règlement grand-ducal ont choisi comme base habilitante la loi du 23 décembre 1997 portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières. Le Conseil d'Etat propose d'abandonner cette base légale, qui lui semble en l'occurrence inadéquate. Une discussion pourrait en effet naître au sujet de la question de savoir si les sanctions à édicter sont le pendant de mesures économiques et financières au sens de l'alinéa 1er de l'article 1er de la loi du 23 décembre 1997, ou si ces mesures ne sont pas plutôt de nature à devoir tomber sous le champ d'application de l'alinéa 2 du même article 1er.

Le Conseil d'Etat recommande de fonder le futur règlement grand-ducal sur la réglementation relative au contrôle des changes. Dans la mesure où le règlement (CE) n'interdit pas tous transferts de fonds ou d'autres actifs financiers, sa mise en application nécessite un contrôle des transferts vers la République de Serbie, et plus spécialement un système d'autorisations préalables, au sens de l'article 1er, paragraphe (2) de l'arrêté grand-ducal relatif au contrôle des changes.

Le prédit article de la législation relative au contrôle des changes confie certes au Gouvernement en conseil d'arrêter de telles réglementations. La compatibilité de cette disposition avec l'article 36 de la Constitution est cependant plus que douteuse, au regard de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 6 mars 1998 (*Faber c/le Commissariat du Gouvernement aux examens de maîtrise en matière d'obtention du brevet de maîtrise*).

Le règlement grand-ducal ayant un double fondement, – quant à la compétence il est fondé sur la Constitution, quant à la matière, il est fondé sur la loi (*P. Pescatore, Introduction à la science du droit*, No 95) –, le Conseil d'Etat ne voit pas d'obstacle au choix de l'arrêté grand-ducal modifié du 10 novembre 1944 relatif au contrôle des changes en tant que base légale du présent projet de règlement grand-ducal.

Il convient en conséquence de remplacer au *premier visa* la référence à la loi du 23 décembre 1997 par celle à l'arrêté grand-ducal modifié du 10 novembre 1944 relatif au contrôle des changes. Il convient ensuite d'insérer un *nouveau deuxième visa* „Vu l'article 36 de la Constitution;“ entre les premier et deuxième visas actuels. Le *troisième visa* est à supprimer. Est encore à supprimer la phrase „De l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des Députés;“.

L'article 1er serait à libeller comme suit:

„Les transferts de fonds ou d'autres actifs financiers, tombant sous le champ d'application des prescriptions du règlement (CE) No 1607/98 du Conseil du 24 juillet 1998 concernant l'interdiction des nouveaux investissements dans la République de Serbie, sont interdits sauf à avoir été préalablement autorisés, sous les conditions fixées au prédit règlement (CE).”

L'article 2 serait à libeller comme suit, compte tenu du fait que la plupart, sinon toutes les activités susceptibles de continuer à bénéficier de transferts de fonds ressortissent à la compétence du membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la coopération au développement en vertu de la loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement:

„Le ministre des Finances et compétent pour autoriser les transferts de fonds ou d'autres actifs financiers, après avoir demandé, suivant les cas, l'avis du membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la coopération et le développement.”

L'article 3 prendrait la teneur suivante:

„Les infractions au présent règlement sont punies d'une peine d'emprisonnement de quatre mois à deux ans et d'une amende de cinq mille à un million de francs, ou d'une de ces peines seulement.”

Le Conseil d'Etat est conscient de ce que ces pénalités diffèrent de celles portées par le règlement grand-ducal du 3 août 1998, portant sanction du règlement (CE) 1295/98 du 22 juin 1998, lequel règlement grand-ducal est basé sur la loi habilitante du 23 décembre 1997 qui fixe d'autres maxima pour l'emprisonnement et l'amende. Les peines prévues restent néanmoins, aux yeux du Conseil d'Etat, des sanctions efficaces et suffisamment dissuasives.

L'article 4 reprendrait le texte de l'article 3 actuel.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 24 novembre 1998.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Paul BEGHIN